

Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 19/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ROLLAND ERIC

CONVENANT QUELLENEUC
22300 Ploulec'h

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052204266

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement ROLLAND ERIC implanté CONVENANT QUELLENEUC 22300 Ploulec'h. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée réalisée dans le cadre d'un signalement, et pour le contrôle des suites d'une mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROLLAND ERIC
- CONVENANT QUELLENEUC 22300 Ploulec'h
- Code AIOT : 0052204266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de volaille soumis à la directive européenne IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Distance d'épandage vis à vis des tiers	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3-b	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Respect mise en demeure (lutte incendie)	Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Respect mise en demeure (plan épandage)	Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Epandage à distance non réglementaire des tiers

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Distance d'épandage vis à vis des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3-b
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
<p>Prescription contrôlée : "Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents d'élevage bruts ou traités et, d'autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :</p> <p>CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traités / DISTANCE MINIMALE d'épandage / CAS PARTICULIERS</p> <p>Composts d'effluents d'élevages élaborés selon les modalités de l'article 29 / 10 mètres /</p> <p>Fumiers de bovins et porcs compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois / 15 mètres /</p> <p>Autres fumiers ; Lisiers et purins ; Fientes à plus de 65 % de matière sèche ; Effluents d'élevage après un traitement visé à l'article 28 et/ou atténuant les odeurs à l'efficacité démontrée selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 réalisée par le Laboratoire national de</p>

métrologie et d'essais ; Digestats de méthanisation ; Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents / 50 mètres / En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres. Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette distance est portée à 100 mètres.
Autres cas / 100 mètres"
Constats : NON CONFORMITE CONSTATEE : épandage sur l'ilot 9 à une distance de 15 m et 25 m des habitations tiers, alors que la distance minimale réglementaire est de 50 m.
Observations : L'exploitant a déclaré que l'épandage est réalisé par l'ETA LE DOYEN à Ploulec'h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois

N° 2 : Respect mise en demeure (lutte incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Prescription contrôlée : L'élevage ROLLAND Eric, dont le site d'exploitation est situé « Convent Quellenec » à PLOULEC'H, est mis en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de déposer de respecter dans un délai de 4 mois : <ul style="list-style-type: none"> • l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que l'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie.
Constats : NON CONFORMITE CONSTATEE : absence de moyen de lutte externe opérationnelle contre l'incendie à moins de 200 m de l'élevage.
Observations : Il a été constaté la présence d'une poche souple de 120 m3 stockée sur palette, et que le terrassement de l'emplacement devant accueillir la poche avait été réalisé. A noter également que l'exploitant a transmis, en fin de journée le jour même du contrôle, un justificatif de l'installation de la poche incendie (non remplie) sur l'aire prévue à cet effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois

N° 3 : Respect mise en demeure (plan épandage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Prescription contrôlée : L'élevage ROLLAND Eric, dont le site d'exploitation est situé « Convent Quellenec » à PLOULEC'H, est mis en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de déposer de respecter dans un délai de 4 mois : <ul style="list-style-type: none"> • l'article R.181-46 du code de l'environnement qui prévoit que tout changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation environnementale, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation et en particulier un document de mise à jour du plan d'épandage.
Constats : NON CONFORMITE CONSTATEE : absence de transmission d'un dossier de mise à jour du plan d'épandage
Observations : L'exploitant a présenté lors du contrôle un dossier de mise à jour du plan

d'épandage. Ce dossier réalisé de janvier à février 2023, a été transmis à l'exploitant par le bureau d'étude en aout 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1mois